

tenue sous la présidence de Madame GOURMELON, assisté(e)
de Madame MILIN et Monsieur CORDRIE, Conseillers
En présence de Madame MALINGUE, Rapporteure publique
Madame LEGEAY, Greffière

09 heures 15

01) DOSSIER N° 2315197 RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON

Titre de l'affaire Refus de titre de séjour + OQTF + pays de destination

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur A	Maître RODRIGUES DEVESAS Stéphanie
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

02) DOSSIER N° 2315313 RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON

Titre de l'affaire Rejet admission au séjour + OQTF avec délai de 30 jours

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B	Maître MARTIN Anne-Laure
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE	

03) DOSSIER N° 2315664 RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON

Titre de l'affaire Refus de titre de séjour + OQTF + pays de destination

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame C	Maître SCHAUTEN Sigrid (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE	

09 heures 15

04)	DOSSIER N° 2401017	RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON
Titre de l'affaire	étrangers : Rejet de demande de Titre de séjour sur le fondement L.435-1 du CESEDA	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D	Monsieur D
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE	
05)	DOSSIER N° 2406340	RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON
Titre de l'affaire	Refus de titre de séjour + OQTF + Pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D	Monsieur D
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE	
06)	DOSSIER N° 2113155	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	Visa indemnitaire - demande indemnisation des préjudices subis en lien avec les refus des visas ayant été opposé à la famille SALIM ALI	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur E	Maître POLLONO Fleur
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
07)	DOSSIER N° 2113713	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	Renvoi du tribunal administratif de Guyanne - Naturalisation - l'annulation de la décision du préfet de la Guyane en date du 29 septembre 2021 relative au classement sans suite de sa demande de naturalisation.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame F	Madame F
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR PREFECTURE DE LA GUYANE	Le Prefet

09 heures 15

08)	DOSSIER N° 2202551	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	Naturalisation - Ajournement à 3 ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame G	SCP ATLANTIQUE AVOCATS ASSOCIES (SAINT-HERBLAIN)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
09)	DOSSIER N° 2202601	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision d'ajournement à 3 ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur H	Monsieur H
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
10)	DOSSIER N° 2202725	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	naturalisation ajournement 2 ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur I	Maître BAUTES Georgia
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
11)	DOSSIER N° 2202929	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	Naturalisation - Rejet	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur J	Maître ZEKRI-POSTACCHINI Alexis
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

12)	DOSSIER N° 2203043	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	naturalisation ajournement 2 ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur K	SF CONSEIL ET ASSOCIÉS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
13)	DOSSIER N° 2203200	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	Naturalisation - Ajournement à 3 ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur L	Monsieur L
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
14)	DOSSIER N° 2203286	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Ajournement à 2 ans à compter du 2 juillet 2021 - ressources insuffisantes	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame M	Maître VERGNOLE MARION (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
15)	DOSSIER N° 2203306	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision du MI du 10-01-2022 d'irrecevabilité	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur N	Monsieur N
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

16)	DOSSIER N° 2203513	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Ajournement à 2 ans à compter du 8 juillet 2021	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame O	Maître LABRIKI Zoulikha
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
17)	DOSSIER N° 2203531	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision du MI du 8-12-2021 portant ajournement à 4 ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur P	Maître MALBLANC Mathieu
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
18)	DOSSIER N° 2109529	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE
Titre de l'affaire	Naturalisation (ajournement 2 ans)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Q	Maître LEVY Pascal (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
19)	DOSSIER N° 2201495	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE
Titre de l'affaire	NATURALISATION - Décision d'ajournement à 2 ans à compter du 20 mai 2021	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame R	Madame R
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

20) DOSSIER N° 2203231 RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE

Titre de l'affaire NATURALISATION - Décision d'ajournement à 2 ans

Nom des parties

Demandeur Monsieur S

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Représentants des parties

Monsieur S

21) DOSSIER N° 2203259 RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE

Titre de l'affaire NATURALISATION - Ajournement à 2 ans à compter du 23 septembre 2021

Nom des parties

Demandeur Monsieur T

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Représentants des parties

Monsieur T

22) DOSSIER N° 2203375 RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE

Titre de l'affaire NATURALISATION - Décision d'ajournement à 2 ans à compter du 25 juin 2021.

Nom des parties

Demandeur Monsieur U

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Représentants des parties

Maître DONAZAR Francis W. (Cour)

23) DOSSIER N° 2203413 RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE

Titre de l'affaire Naturalisation - décision d'ajournement à deux ans du 09-02-2022

Nom des parties

Demandeur Monsieur V

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Représentants des parties

Monsieur V

09 heures 15

24) **DOSSIER N° 2203782** **RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE**

Titre de l'affaire Naturalisation : décision implicite de rejet du 08-02-2022 du MI

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur W	Monsieur W
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

25) **DOSSIER N° 2203991** **RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE**

Titre de l'affaire NATURALISATION - Ajournement à 2 ans à compter du 6 septembre 2021

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître THOMAS Jonathan
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

26) **DOSSIER N° 2204328** **RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE**

Titre de l'affaire Naturalisation - Ajournement à trois ans à compter du 16/07/2021.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Y	CABINET CEVIZ AVOCATS & CONSEILS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Arrêté le 02/10/2024
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Madame GOURMELON, assisté(e)
de Madame MILIN et Monsieur CORDRIE, Conseillers
En présence de Madame MALINGUE, Rapporteure publique
Madame LEGEAY, Greffière

10 heures 00

01)	DOSSIER N° 2004735	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	TRAVAIL - Demande d'annulation de la décision DIRRECTE du 08/11/2019 prononçant le refus de reprise d'exécution du contrat d'apprentissage de M. Z confirmée sur recours hiérarchique par le ministre du travail le 11/07/2020	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SARL SHER	SYNEGORE
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Monsieur Z DREETS DES PAYS DE LA LOIRE	Monsieur Z
02)	DOSSIER N° 2101963	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	FPT - Contestation de la décision du 22 décembre 2020, notifiée le 29 décembre 2020, par laquelle le maire de Clisson a refusé la demande de mutation externe présentée par Madame A et de l'arrêté du 21 décembre 2020, notifié le 29 décembre 2020, par lequel le maire de Clisson a de nouveau placé Madame A en congé longue durée à demi-traitement à compter du 8 octobre 2019 jusqu'au 4 janvier 2020, d'une part, et l'a placée en disponibilité d'office à compter du 5 janvier 2020 dans l'attente de son admission à la retraite pour invalidité, d'autre part.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame A	SCP UDG
Défendeur	COMMUNE DE CLISSON	SELARL PUBLI-JURIS

10 heures 00

03)	DOSSIER N° 2103333	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	FPT - Annulation de la décision du 29/01/2021 portant refus d'application des dispositions de la délibération n°32 du 29 juillet 2020 attribuant une prime covid et demande indemnitaire égale à 25 jours de présence à 25 euros par jour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame B	Madame B
Défendeur	COMMUNE DU MANS	
04)	DOSSIER N° 2107454	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	FPT - Annulation de la décision du 29/01/2021 portant refus d'application des dispositions de la délibération n°32 du 29 juillet 2020 attribuant une prime covid et demande indemnitaire égale à 25 jours de présence à 25 euros par jour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame C	Madame C
Défendeur	COMMUNE DU MANS	
05)	DOSSIER N° 2104221	RAPPORTEURE: Madame Carole MILIN
Titre de l'affaire	FPT - contestation décision du 25/02/21 portant radiation des effectifs à compter du même jour (abandon de poste), et plus particulièrement du motif de la rupture du contrat de travail mentionné sur l'attestation employeur	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame D	Madame D
Défendeur	COMMUNE DE CORSEPT	BAZIN & ASSOCIES (Cour)
06)	DOSSIER N° 2006015	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE
Titre de l'affaire	FPT - indemnisation du préjudice subi suite à un licenciement	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur E	Maître GAUDRE COEUR-UNI Sandrine
Défendeur	COMMUNE DE L'HUISSERIE	Maître BLANQUET Ronan

10 heures 00

07) DOSSIER N° 2006647 RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE

Titre de l'affaire Recours contre rejet demande d'indemnisation de préjudice d'anxiété lié à l'exposition de fibres d'amiante

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur Monsieur F

Monsieur F

Défendeur MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

08) DOSSIER N° 2008231 RAPPORTEUR: Monsieur Antoine CORDRIE

Titre de l'affaire Recours contre le refus du SGA d'Alger de rembourser le montant correspondant aux frais de stockage au port d'alger des biens entreposés dans le cadre d'un déménagement d'un agent en poste au Consulat général d'Oran.

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur Monsieur G

Monsieur G

Défendeur MINISTERE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES

Arrêté le 02/10/2024

Le président du tribunal

tenue par Madame GOURMELON, magistrate-désignée
En présence de Madame MALINGUE, Rapporteure publique
Madame LEGEAY, Greffière

11 heures 15

01)	DOSSIER N° 2113210	RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON
Titre de l'affaire	AIDE SOCIALE - Refus d'accord du chèque énergie 2020.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame H	SCP ATLANTIQUE AVOCATS ASSOCIES (SAINT-HERBLAIN)
Défendeur	AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	
02)	DOSSIER N° 2113832	RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON
Titre de l'affaire	Demande de remise gracieuse d'une dette de prime d'activité	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur I	Monsieur I
Défendeur	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
03)	DOSSIER N° 2113834	RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON
Titre de l'affaire	Demande de remise gracieuse de dette de prime d'activité	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame J	Madame J
Défendeur	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

11 heures 15

04)

DOSSIER N° 2114271

RAPPORTEURE: Madame Virginie GOURMELON

Titre de l'affaire Rejet de la carte de stationnement inclusion

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Monsieur K
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE
LOIRE-ATLANTIQUE

Monsieur K

Défendeur

Arrêté le 02/10/2024

Le président du tribunal